

Lettre d'information syndicale de l'ENSU

JANVIER 2024

NUMÉRO 6

[Politique des médias publics de l'ENSU](#)

Dans ce numéro

Bienvenue dans le numéro de janvier 2024 de la lettre d'information syndicale du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (ENSU). Nous y présentons des réactions et une analyse du projet de nouveau Code du travail ukrainien (pages 2-9).

Nous soulignons également la lutte contre la menace de fermeture de l'Université nationale de Tauride (TNU), la seule institution tertiaire qui a réussi à survivre à l'occupation russe de la Crimée en 2014 et la seule université qui enseigne la langue tatare de Crimée.

Le projet de fusion de la TNU avec une autre université est la première étape d'un vaste plan de rationalisation des établissements d'enseignement supérieur, et s'accompagne de la menace de coupes sombres dans les bourses



Manifestation du 25 janvier contre la menace de fermeture de l'Université nationale de Tauride (TNU)

d'études des universités publiques (voir page 24). Le syndicat étudiant Priama Diia (Action directe) est en première ligne de la lutte contre cette offensive néolibérale.

Contenu

<i>Dossier : Que cache le nouveau projet de Code du travail ukrainien ?</i>	2
<i>Appel de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine</i>	9
<i>Interview : Grygorii Osovyi, président de la FPU</i>	10
<i>Les luttes ouvrières en Ukraine</i>	16
<i>Lutte des étudiants en Ukraine</i>	24
<i>Autres actualités syndicales en Ukraine</i>	29
<i>Solidarité avec les travailleurs et les syndicats d'Ukraine</i>	31
<i>Bélarus : des femmes syndicalistes en prison</i>	33

IMPORTANT : Réunion syndicale internationale à Kiev, le 22 février 2024

Lors de la réunion du 22 janvier des organes représentatifs conjoints (JRB) des syndicats et des employeurs ukrainiens, Grygorii Osovyi, président de la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU), a fait part d'une réunion syndicale internationale prévue pour le 22 février de cette année, à laquelle participeront des représentants de la FPU et de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU), qui sont des organisations affiliées à la Confédération syndicale internationale (CSI) et à la Confédération européenne des syndicats (CES).

Osovyi a déclaré : "L'objectif est de discuter des questions liées à la guerre, de notre lutte contre l'agresseur et du soutien apporté à l'Ukraine par les syndicats et les organisations de la société civile des pays étrangers.

L'ENSU tiendra ses affiliés et ses sympathisants au courant des informations relatives à cette importante réunion dès qu'elles seront disponibles.

... Alfons Bech (Coordinateur syndical de l'ENSU)

Dossier : Que cache le nouveau projet de Code du travail ukrainien ?



Les cinq principaux défis du nouveau Code du travail

Par Vitaliy Dudin

Source : [Social Movement website](#) Traduction : Patrick Le Tréhondat

(18 janvier 2024) Le projet de nouveau Code du travail ukrainien récemment publié par le gouvernement représente la plus grande attaque contre les droits des travailleurs depuis la période

de la loi martiale. Ce document complet de 264 articles pourrait compromettre la mise en œuvre de nombreux droits garantis aux employés par la Charte sociale européenne et le droit du travail européen. C'est loin d'être la première tentative d'abrogation du Code du travail ukrainien au cours des dernières décennies, mais c'est clairement l'une des plus audacieuses. Elle pourrait susciter un profond ressentiment parmi les travailleurs qui tentent de mener une vie normale ou de servir dans les forces armées.

Des millions de personnes employées sous contrat de travail risquent de perdre leur protection contre le licenciement et leur capacité à résister aux actions arbitraires de leurs employeurs. Les auteurs cherchent à perpétuer les restrictions "temporaires" des droits de la période de guerre, offrant aux Ukrainiens la possibilité d'endurer l'injustice même après la victoire. Des dispositions distinctes légaliseront des pratiques honteuses telles que le licenciement pour divulgation de secrets commerciaux, la journée de travail de 12 heures ou l'interruption inopinée des vacances. Si le Code est adopté cette année, il entrera en vigueur en 2025 (article 1 des dispositions finales et transitoires).

Pour autant que l'on sache, le projet a été rédigé à la hâte par un petit cercle d'auteurs sous la direction de la ministre de l'économie Yulia Svyridenko et de la députée du peuple Halyna Tretyakova [du parti de Zelenskyy], sans la participation de représentants syndicaux. Le résultat est une loi pauvre dans sa forme et antisociale dans son contenu.

1. Compilation aléatoire

S'appuyant sur des approches néolibérales, les auteurs cherchent avant tout à rendre la législation du travail pratique pour les capitalistes et à faire de l'employé la partie la plus faible de la relation de travail, incapable de se protéger. Le document contient les normes des projets de loi ukrainiens "sur les conventions et contrats collectifs", "sur les conflits collectifs du travail" (Livre 4), "sur la sécurité et la santé des employés au travail" (Livre 3) et, bien sûr, le [projet Mylovaniv de la loi "sur le travail" \[voir ce commentaire \(en anglais\)\]](#).

La longueur du texte réglementaire peut facilement dérouter le salarié. Mais en même temps, beaucoup d'institutions du droit du travail n'y ont pas trouvé leur compte : c'est notamment le cas pour l'examen des conflits individuels du travail, puisque seul l'article 192 est consacré aux recours juridictionnels. La section "Droits et garanties d'activité" n'est pas abrogée, mais sa portée pratique sera réduite par le fait que le nouveau code envisage les fonctions des syndicats d'une manière très différente.

Les dispositions sont parfois incohérentes : L'article 24 prévoit le droit de l'employeur d'intenter une action disciplinaire à l'encontre du salarié, mais sa conception et sa procédure d'application ne sont pas divulguées. Il existe également une interdiction générale du harcèlement moral au travail, mais l'obligation de l'employeur de lutter contre ce phénomène n'est pas incluse (comme dans l'actuel article 158 du Code du travail). Il convient de noter que l'article 18 du projet permet aux employeurs d'édicter des règlements de la manière qu'ils déterminent. Il peut étendre les fonctions de l'employé (article 22). Il n'est pas nécessaire d'impliquer les syndicats dans ce processus, de sorte qu'une telle "autorégulation" conduira au chaos.

2. Travailler jusqu'à la mort

Conformément à l'article 84, les salariés ne peuvent pas travailler plus de 48 heures par période de sept jours, heures supplémentaires comprises. Le nombre d'heures supplémentaires par année civile est limité à 360 heures (actuellement 120 heures). Dans le même temps, la loi offre aux employeurs une possibilité extrêmement pratique d'introduire une réorganisation sommaire du temps de travail

(article 88), où il est permis de travailler, par exemple, une année de temps de travail sur une période plus courte. Dans ce cas, le travail peut durer jusqu'à 12 heures par jour. Il suffit d'"informer les représentants des travailleurs". En matière de temps de travail, l'employeur décide de la durée des équipes (article 84), des horaires de travail (article 88), des horaires des équipes (article 90), etc. Des pouvoirs aussi étendus de l'employeur pour déterminer la durée du temps de travail conduiront à des abus et à des heures supplémentaires injustifiées.

3. La flexibilité menacée

L'intention des auteurs de donner aux parties une liberté excessive dans la détermination des conditions du contrat de travail suscite de vives inquiétudes. En acceptant certaines conditions de travail, le salarié risque de se retrouver dans une position désavantageuse vis-à-vis de l'employeur. Par exemple, le contrat de travail peut prévoir : des motifs de suspension du contrat sans paiement du salaire (article 60), des motifs d'heures supplémentaires obligatoires (article 88), des cas de rappel pendant les périodes de congé (article 96), le fractionnement du congé annuel (article 96), le paiement des congés (article 104), etc.

Les employés seront tenus de respecter ces obligations et, en cas de violation flagrante, ils seront passibles d'un licenciement immédiat (article 68). Ce pourrait être le cas, par exemple, à la suite de la divulgation d'un secret commercial. L'article 54 permet à l'employeur, sans aucune justification, de proposer un changement des conditions de travail et de l'introduire dans un délai d'une semaine : l'employeur peut ainsi se dispenser d'obligations "inutiles" sans même modifier les termes du contrat de travail avec un employé. En effet, en présence de "circonstances de *force majeure*", l'employeur peut suspendre les obligations des conventions collectives et des accords collectifs (sectoriels) (articles 176, 184).

4. Redondance accélérée

La résiliation du contrat de travail sera formalisée par la conclusion d'un accord complémentaire (article 62). En particulier, l'employeur peut licencier un salarié pour des "raisons économiques" abstraites, moyennant un préavis de 60 jours (si le contrat de travail est conclu pour une période inférieure ou égale à quatre mois, un préavis de cinq jours s'applique). Parmi les garanties accordées aux salariés en cas de résiliation du contrat de travail à l'initiative de l'employeur (article 74), il n'y a pas d'interdiction de licenciement pendant les vacances ou les congés de maladie. Les travailleurs ayant des enfants âgés de plus d'un an et demi peuvent être licenciés pour des motifs généraux, ce qui réduit considérablement le niveau des garanties par rapport à l'actuel article 184 du Code du travail. L'obligation pour l'employeur de tenir compte du droit impérieux de rester au travail lors du licenciement a été supprimée (en particulier, le niveau de qualification, l'ancienneté, la situation familiale, etc. ne doivent pas être pris en compte). En même temps, il n'est pas nécessaire de proposer un autre poste vacant !

Cela évitera à l'employé de devoir prouver une violation de la loi en cas de licenciement illégal. Si un salarié a un contrat de travail à durée déterminée d'une durée maximale de quatre mois, il peut être licencié s'il est absent pour cause de maladie pendant 15 jours ouvrables consécutifs (article 69 du projet). La procédure d'accord avec le syndicat pour le licenciement du salarié, prévue à l'article 73 du projet, est pratiquement sans effet : l'employeur a le droit d'informer le syndicat six jours ouvrables avant la date prévue pour le licenciement et peut entamer des consultations. L'article 83 affaiblit considérablement les incitations au paiement final en temps voulu en cas de licenciement. Au lieu d'une pénalité correspondant au salaire journalier moyen pour chaque jour de retard, une pénalité de 0,5 % du montant dû pour chaque jour de retard est introduite.

5. Économies en matière de santé et de sécurité

Par rapport à l'article 4 de la loi actuelle sur les congés, l'article 94 du projet ne prévoit pas de congés tels que : des congés supplémentaires pour le travail dans des conditions de travail défavorables et difficiles ; des congés supplémentaires pour la nature particulière du travail ; des congés sabbatiques ; des congés pour la préparation et la participation à des compétitions [sportives]. Cela aura un impact négatif sur le bien-être et la motivation des employés. Le montant minimum des dépenses pour la protection industrielle est annulé ! Les employeurs ne sont tenus de financer les mesures de sécurité et de santé des employés sur le lieu de travail que jusqu'à concurrence du montant nécessaire à cette fin (article 155 du projet). Il n'existe pas de norme similaire à celle de l'article 160 du Code du travail, qui précise que l'employeur est responsable du contrôle permanent du respect par les salariés des exigences des actes réglementaires sur la protection du travail. Par conséquent, il sera plus difficile de prouver qu'un dommage industriel s'est produit en raison du manquement de l'employeur à ses obligations et d'obtenir de lui des dommages moraux.

Lorsque l'État exige un sacrifice de ses citoyens, il porte atteinte à leur droit de gagner leur vie et de subvenir aux besoins de leur famille. L'approbation d'un tel document par le Cabinet des ministres de l'Ukraine et son transfert ultérieur à la Verkhovna Rada de l'Ukraine est un signe de mépris des normes européennes et du rôle des syndicats ukrainiens. Le nouveau Code du travail ukrainien aidera les employeurs les plus insolents à "riposter" contre les demandes croissantes de leurs employés, mais il ne rapprochera pas la croissance économique. La crise économique actuelle est causée, entre autres, par la pénurie de main-d'œuvre, et de telles réformes ne feront qu'aggraver la situation. Les propriétaires du capital ont choisi le moment le plus propice pour promouvoir leurs réformes : lorsque l'attention du peuple ukrainien est concentrée sur la guerre en cours et que les politiciens ne sont pas retenus par la perspective d'élections ou de manifestations.

Nous aimerions croire que dans les conditions de l'intégration européenne, toutes ces questions seront correctement évaluées par la communauté internationale et que les travailleurs ukrainiens trouveront une nouvelle incitation à s'unir en force pour sauver leurs droits des prédateurs capitalistes.

Le KVPU est contre le nouveau projet de Code du travail.

Source : KVPU

(22 janvier 2024)

Extraits de la déclaration de la KVPU sur le nouveau projet de Code du travail. La déclaration complète de la KVPU est disponible [ici](#).



La Confédération des syndicats libres d'Ukraine a examiné le nouveau projet de Code du travail de l'Ukraine, élaboré par le ministère de l'économie de l'Ukraine (ci-après dénommé "projet de Code du travail"), et ne l'a pas approuvé.

La note explicative accompagnant le projet de Code du travail indique qu'il a été élaboré pour remplir les obligations définies à l'annexe XL du chapitre 21, "Coopération dans le domaine de l'emploi, de la politique sociale et de l'égalité des chances", qui fait partie du titre V, "Coopération économique et sectorielle", de l'accord d'association entre l'Ukraine, d'une part, et l'Union

européenne, la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'autre part (ci-après dénommé "l'accord d'association").

Conformément à l'accord d'association, l'Ukraine s'est engagée à aligner progressivement sa législation sur les lois, normes et pratiques de l'Union européenne dans les domaines de l'emploi, de la politique sociale et de l'égalité des chances [...].

La note explicative du projet de Code du travail indique également qu'il assure un rapprochement plus poussé de la législation nationale avec les normes internationales du travail établies par l'Organisation internationale du travail.

L'Ukraine est membre de l'Organisation internationale du travail depuis le 12 mai 1954 et a ratifié plus de 60 de ses conventions. Selon le statut de l'OIT, les membres de l'Organisation s'engagent à appliquer les conventions qu'ils ont ratifiées (article 35) et à ne pas procéder à un "rapprochement" permanent des normes de leur législation nationale avec les normes internationales.

Malheureusement, le projet de Code du travail ne peut être considéré comme pleinement conforme aux normes des conventions de l'Organisation internationale du travail ratifiées par l'Ukraine et aux normes de la législation européenne.

Cette situation est la conséquence de la poursuite de la pratique honteuse du gouvernement consistant à ignorer les partenaires sociaux lors de la préparation du projet de Code du travail et à ne pas impliquer les experts syndicaux dans son élaboration.

Le 14 décembre 2023, le Conseil de l'Europe a décidé d'entamer des négociations avec l'Ukraine en vue de son adhésion à l'Union européenne. À ce stade, notre pays devra prouver qu'il est digne de prendre la place qui lui revient parmi les membres égaux de la communauté européenne.

Les tentatives maladroitement des autorités d'élaborer rapidement le Code du travail en compilant les amendements déjà introduits ces dernières années dans le Code du travail actuel - les projets de loi "sur le travail" (de 2022, qui [a été commenté par l'OIT dans le mémorandum des commentaires techniques des experts du Bureau international du travail, en anglais](#)), "sur les conflits collectifs du travail" et "sur la sécurité et la santé des employés au travail", qui sont à différents stades de développement, et la loi ukrainienne "sur les conventions et contrats collectifs", adoptée en 2023, pourrait à l'avenir conduire à de graves problèmes de conflit entre les normes du Code du travail et la législation pertinente.

Compte tenu du temps limité accordé par le rédacteur de la législation pour élaborer et approuver le projet, plusieurs raisons importantes, mais non exhaustives, expliquant pourquoi la KVPU n'approuve pas le projet de Code du travail sont exposées ci-dessous ([voir le texte intégral de la position de la KVPU, en anglais](#)).

Point de vue de la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU)

Source : Fédération des syndicats d'Ukraine

Les dirigeants des organisations membres de la FPU ont pris position sur le projet de Code du travail du gouvernement.

Le 22 janvier, après avoir mené des consultations bilatérales entre les dirigeants des syndicats et les représentants de la partie patronale au



niveau national concernant le projet gouvernemental de Code du travail, une réunion des dirigeants des organisations membres de la FPU a eu lieu, au cours de laquelle les propositions des associations syndicales et un projet de décision sur cette question ont été examinés avant la réunion des associations syndicales.

S'exprimant sur cette question, le dirigeant du FPU, Grygorii Osovyi, a exprimé sa vision de la poursuite des travaux sur le projet de loi, notant que, sur la base des résultats des consultations bilatérales menées avec les employeurs, il est évident qu'en raison du manque de temps et de spécialistes suffisamment préparés pour ce travail en dix jours, il est pratiquement impossible d'examiner un document d'une telle ampleur, mais il est possible de définir une vision et une attitude communes pour travailler sur le projet de Code du travail avec l'aide des organismes patronaux et des syndicats. La question est de savoir quelles dispositions fondamentales ce document devrait contenir et quelle base conceptuelle devrait garantir les droits des travailleurs ukrainiens en tenant compte des processus d'intégration européenne et de la nécessité d'une mise en œuvre appropriée de la législation nationale de l'Ukraine, ainsi que de la faible offre de main-d'œuvre sur le marché du travail ukrainien.

Grygorii Osovyi a souligné que tout assouplissement des droits et des garanties pourrait décourager les travailleurs de travailler en Ukraine, en particulier si le processus de négociation concernant l'adhésion de l'Ukraine à l'UE s'intensifie et qu'en plus des marchés communs des biens, des services et des capitaux, un marché du travail apparaît, qui sera synchronisé avec le marché du travail européen. Les flux de main-d'œuvre seront alors clairement en faveur des pays offrant de meilleures conditions de travail et un niveau de rémunération plus élevé. De telles tendances sont déjà observées aujourd'hui. Et le départ massif de la main-d'œuvre à l'étranger peut conduire l'économie ukrainienne à un état de dépression. [...]

Nous devons parvenir à un accord maximal sur ce texte, puis recommander au gouvernement de le soumettre à la Verkhovna Rada et concentrer tout ce travail d'experts pour qu'il soit réalisé sous le patronage des experts de l'OIT et de l'UE qui peuvent nous aider à faire ce travail de manière efficace. Et, bien sûr, cela ne peut pas se faire en dix jours.

Au cours de la discussion qui a suivi, les dirigeants syndicaux ont examiné et soutenu les commentaires et propositions des syndicats, ainsi qu'un projet de décision sur le projet de Code du travail du gouvernement, qui sera soumis à l'organe syndical commun lors de sa réunion du 22 janvier. Une position juridique sur ce document a été élaborée.

Les syndicats et les employeurs se réunissent pour discuter du projet de Code du travail

Source : Site web de la FPU, traduction automatique

(23 janvier 2024) Le 22 janvier 2024, une réunion consultative bilatérale des dirigeants de l'organe représentatif paritaire (ORP) des syndicats et de l'ORP des employeurs au niveau national s'est tenue à Kiev à la Maison des syndicats (photo).

Les parties ont discuté de leurs positions sur des questions d'actualité qui nécessitent une consolidation des efforts des syndicats et des employeurs. Au sens figuré, il est nécessaire de "synchroniser les montres" et d'identifier les moyens de poursuivre la coopération.



Il s'agit en particulier de

- la définition des positions des parties et la poursuite du travail commun sur le projet de nouveau Code du travail.
- les progrès réalisés dans la mise à jour de la législation sur le dialogue social en Ukraine au sein du groupe de travail établi par le NMCU.
- préserver le potentiel de main-d'œuvre de l'Ukraine pendant la loi martiale dans le cadre de la mobilisation et du service militaire, et
- la coordination des actions des parties pour aider les employés et leurs familles qui ont souffert dans l'exercice de leurs fonctions en raison de l'agression armée de la Russie.

En ouvrant la réunion, le président du JRB des syndicats, le chef de la FPU Grygorii Osovyi, a souligné qu'un élément important de la préservation du potentiel de main-d'œuvre du pays pendant la loi martiale est le travail lié au rétablissement de la santé des employés qui ont souffert dans l'exercice de leurs fonctions en raison des attaques à la roquette et des bombardements. Il a noté qu'il y avait de nombreux cas tragiques et qu'un algorithme d'actions conjointes entre le syndicat et l'employeur devait être développé. L'organe mixte de coordination des syndicats et des employeurs doit également adopter une décision sur l'assistance aux familles et aux employés qui ont été blessés ou endommagés afin de rétablir leur santé et de leur permettre de continuer à travailler.

Les parties ont discuté du projet de Code du travail de l'Ukraine, élaboré par le ministère de l'économie et envoyé aux partenaires sociaux pour examen, comme l'exige la législation en vigueur.

Après une discussion constructive, il a été conclu que ce projet de loi devait être révisé en profondeur, tant sur le plan de la structure que du fond, et adapté à la législation de l'UE.

La nouvelle législation du travail devrait être élaborée dans le cadre d'un groupe de travail tripartite comprenant les syndicats, les employeurs et le gouvernement. L'objectif de cette coopération devrait être de créer un système de relations de travail en Ukraine qui soit compétitif sur le marché unique du travail de l'UE, afin que nous ne perdions pas notre potentiel de main-d'œuvre.

Selon les syndicats, le projet de Code du travail doit harmoniser un grand nombre des termes qu'il contient et les mettre en conformité avec les exigences des conventions et directives de l'OIT. Un large éventail d'experts, y compris étrangers, devrait être impliqué dans les travaux sur le code. Ce document doit également être élaboré au sein du NTSEC.

En conséquence, il a été décidé d'entamer un processus conjoint de travail sur le projet de Code du travail et de préparer des propositions à ce sujet de la part des employeurs et des syndicats. Afin de définir une position commune sur certaines innovations proposées dans le projet de Code du travail, les parties ont convenu d'organiser des réunions thématiques.

Le président de la FPU a informé ses collègues de la réunion syndicale internationale prévue le 22 février prochain, à laquelle participeront des représentants de la FPU et de la KVPU, organisations affiliées à la CSI et à la CES.

L'objectif est de discuter des questions relatives à la guerre, de notre lutte contre l'agresseur et du soutien apporté à l'Ukraine par les syndicats et les organisations de la société civile des pays étrangers.

Ont participé à la discussion : Alexander Shubin, premier vice-président de l'organe mixte des syndicats, vice-président de l'Union des syndicats d'Ukraine, Mikhail Volynets, vice-président de l'organe mixte des syndicats, président de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine, et président du syndicat panukrainien des forces armées d'Ukraine, Valerii Dobrovolskyi, chef adjoint de l'Union des syndicats et des syndicats panukrainiens, et président du syndicat panukrainien des forces armées d'Ukraine, Valerii Dobrovolskyi, chef adjoint de l'Union des syndicats et associations commerciales panukrainiens "Unité", Halyna Kolosiuk, président adjoint du syndicat des constructeurs de chemins de fer et de transports d'Ukraine, Oleksandr Mushenok.

Au nom des employeurs : Anatoliy Kinakh, premier vice-président du ORP des employeurs, Serhiy Bilenkyi, vice-président du ORP des employeurs, Kostiantyn Marchuk, vice-président de l'Association des organisations d'employeurs d'Ukraine.

Appel de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine

Aux syndicats, aux parlements et aux gouvernements des pays démocratiques, aux partenaires internationaux et aux organisations internationales

(3 janvier 2024) La nouvelle année 2024 en Ukraine a commencé par d'horribles attaques massives de missiles russes sur les villes paisibles et endormies de l'Ukraine. Au total, pendant les vacances du 29 décembre 2023 au 2 janvier 2024, les forces russes ont tué 90 civils lors des attaques de missiles. En cinq jours seulement, la Russie a lancé 500 missiles et drones sur des zones

résidentielles, des entreprises, des hôpitaux, des établissements d'enseignement et des sites du patrimoine culturel en Ukraine.

Chaque jour, des habitants de nos villes paisibles meurent aux mains de la Russie, des centaines de personnes sont blessées et deviennent handicapées. Nous sommes contraints de vivre et de travailler dans un état de stress et d'anxiété permanents. Aujourd'hui, les Ukrainiens paient le prix fort pour la liberté et la paix en Europe.



Mikhail Volynets, président de la KVPU

La Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU), en tant que porte-parole des travailleurs ukrainiens - mineurs, métallurgistes, travailleurs du secteur de l'énergie, enseignants, médecins, entrepreneurs et autres - attire l'attention sur la nécessité de prendre des mesures décisives pour protéger l'Ukraine et dissuader la Russie, pays agresseur, de réécrire le droit international et de redessiner la carte de l'Europe moderne.

Nous appelons les gouvernements des pays et la communauté internationale à accélérer la fourniture d'une aide militaire à notre pays, y compris la fourniture de systèmes de défense aérienne supplémentaires, de missiles à longue portée, de drones, etc. Les partenaires internationaux, en fournissant des armes, sauvent des milliers de vies lors des attaques de missiles par les troupes russes.

Nous faisons également appel à des partenaires internationaux :

- Continuer à fournir une aide économique et humanitaire à l'Ukraine ;
- Renforcer les sanctions contre le régime terroriste de la Russie, car cela peut limiter considérablement les ressources financières et l'exportation de technologies nécessaires à la poursuite de la guerre sanglante ;
- Garantir la possibilité d'utiliser les avoirs russes gelés pour les affecter à l'aide à l'Ukraine ;
- Isoler et écarter du travail dans les organisations internationales les personnalités politiques, publiques et syndicales russes, en tant que représentants d'un pays qui mène des activités terroristes contre l'Ukraine souveraine et indépendante et ses citoyens.

Nous demandons aux représentants de la communauté syndicale internationale et européenne d'appeler les gouvernements de vos pays à poursuivre l'aide humanitaire et militaire à l'Ukraine.

Nous tenons à remercier tous ceux qui soutiennent et aident l'Ukraine en cette période difficile pour le peuple ukrainien.

Nous pensons que des efforts conjoints permettront de mettre un terme à l'agression russe, qui non seulement détruit l'Ukraine, mais compromet également la stabilité économique, énergétique, écologique et alimentaire en Europe et dans le monde.

Mykhailo Volynets

Président de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine

Grygorii Osovyi (FPU) : La ratification complète de la Charte sociale européenne est notre exigence

Source : Campagne de solidarité avec l'Ukraine (Royaume-Uni)

(12 janvier 2023) La guerre totale n'a pas seulement entraîné des changements à l'intérieur du pays. Elle a également modifié de manière significative le travail de nos représentants au niveau international. La Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU) ne fait pas exception à la règle. Nous en parlons avec Grygorii Osovyi (photo), le président de la FPU.

Grygorii Vasylovych, comment la position de la FPU au niveau international a-t-elle évolué pendant la guerre ?

Les choses ont beaucoup changé. Si auparavant, au niveau international, nous cherchions surtout à acquérir de l'expérience dans les activités syndicales et le travail sur les droits de l'homme dans le

domaine du travail, avec le déclenchement d'une guerre à grande échelle, l'essentiel a été de faire pression sur le mouvement syndical international et le public de différents pays pour qu'ils soutiennent l'Ukraine dans sa confrontation avec l'agresseur russe. En d'autres termes, nous avons utilisé les opportunités qui s'offraient à nous pour utiliser la diplomatie syndicale.

La FPU jouit d'un statut consultatif auprès de la Commission des Nations unies pour le développement social et est depuis longtemps une organisation membre de la Confédération syndicale internationale (CSI), mondialement connue, qui opère dans 165 pays et compte plus de 200 millions de syndiqués. En octobre 2002, avant même que l'Ukraine n'obtienne le statut de candidat à l'UE, la confédération syndicale a été admise au sein de la Confédération européenne des syndicats (CES), qui est la seule organisation partenaire des institutions de l'UE et opère dans 42 pays du continent.



Par ailleurs, 24 syndicats ukrainiens membres de la FPU sont affiliés à des syndicats internationaux. Cela nous donne de grandes possibilités de représenter l'Ukraine au niveau international par l'intermédiaire de ces institutions. Celles-ci, à leur tour, sont actives au niveau des Nations unies, de l'Organisation internationale du travail, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, de l'Organisation pour le développement économique et social, et disposent d'une représentation ou d'une accréditation appropriée aux

sommets du G-7, du G-20, etc.

D'ailleurs, à la fin du mois de février, nous ferons partie de la délégation de la CSI à la réunion annuelle des syndicats avec le FMI et la Banque mondiale pour discuter de l'avenir du secteur du travail, de l'investissement dans l'emploi et du capital humain. Je vous rappelle que ce sont les institutions financières qui prêtent à l'Ukraine. Enfin, tout cela nous donne l'occasion de leur dire la vérité sur la situation dans le pays, sur l'agression militaire de la Russie, sur la façon dont nous défendons notre souveraineté, notre liberté et notre droit à choisir démocratiquement l'indépendance.

La plupart des pays sont-ils de notre côté et soutiennent-ils l'Ukraine dans sa lutte ?

La majorité l'est. Mais pas tous. Certains, par exemple les syndicats des pays d'Afrique et d'Amérique latine, n'ont pas une vision objective de ce qui se passe en Ukraine. Par conséquent, ils n'ont pas la volonté politique de condamner l'agression russe. Ce n'est pas parce que la position officielle des syndicalistes de ces pays est déjà arrêtée. Le fait est que certains dirigeants ont étudié à Moscou et vivent dans l'illusion et le souvenir. Une autre partie a des convictions idéologiques. Leur logique est la suivante : si les États-Unis (qu'ils considèrent comme un empire) aident l'Ukraine, alors nous sommes supposés être sous l'influence de cet impérialisme. La Russie étant également considérée comme un empire, ils ne la soutiennent pas non plus. Et dans le contexte de ces deux forces contrebalancées, ils manœuvrent sans prendre une position claire sur la condamnation de l'agression armée de la Russie.

Cela ne peut qu'inquiéter...

Bien sûr que c'est le cas. Et nous présentons nos résolutions sur toutes les plateformes internationales où cela est possible, nous lançons des actions publiques et des rassemblements en solidarité avec l'Ukraine, comme nous l'avons fait lors de la Conférence internationale du travail [de juillet 2023] à Genève. En raison de notre position de principe, la [Fédération des syndicats indépendants de Russie \(en anglais\)](#), qui a soutenu Poutine dans la guerre, a été exclue de la CSI. Bien entendu, dans cette direction, nous travaillons principalement avec des syndicats de pays plus proches de nous en termes de compréhension et de soutien. Il s'agit principalement des pays nordiques d'Europe - Suède, Finlande, Danemark, Norvège - et de la Belgique. Et, bien sûr, les États baltes et la Pologne - nous avons une vision commune de l'agression russe. Nous essayons maintenant d'impliquer la Slovaquie. Nous avons le soutien des syndicats suisses, français et italiens. Nous avons d'excellentes relations avec les fédérations de ces pays, qui constituent l'ensemble du mouvement syndical. Chacune d'entre elles a ses propres messages idéologiques et ses propres interactions avec les partis politiques.

D'ailleurs, en 2022, les Italiens voulaient vraiment organiser une conférence en Ukraine sur les moyens de garantir la paix. Malheureusement, nous avons dû l'annuler. À l'époque, il n'y avait pas vraiment de raisons pour qu'elle soit efficace au regard des exigences de l'Ukraine : retrait complet des troupes de notre territoire, restitution des dommages causés, garanties de sécurité, etc. Et avec des troupes ennemies sur le territoire ukrainien, il n'y a pas ou peu de perspectives de négociations de paix.

Bien entendu, nous accordons une attention particulière au développement de la coopération avec les syndicats des États-Unis et du Royaume-Uni, dont les gouvernements apportent à l'Ukraine une aide militaire, financière et humanitaire sans précédent. En juin, Mykhail Volynets, qui dirige la KVPU, et moi-même étions à Philadelphie, à la Fédération américaine du travail et au Congrès des organisations industrielles (AFL-CIO), où le président américain Joe Biden a prononcé un brillant discours de soutien aux syndicats et à l'Ukraine. Et notre apparition sur scène, en montrant une vidéo des actions terroristes des Russes à Irpin, Bucha et Mariupol, a provoqué une condamnation unanime de l'agression russe et un soutien à l'Ukraine. Même si certains délégués de certains États avaient encore des doutes. Nous avons fait quelque chose de similaire au Trades Union Congress UK l'année dernière.

Et vous faites de la sensibilisation dans ces endroits, en expliquant pourquoi il est nécessaire d'augmenter la pression sur l'agresseur ?

Oui, c'est vrai. Ce qui est bien, c'est que lorsqu'il y a un mouvement syndical fort, il est soutenu par des forces politiques. Car les syndicats sont des électeurs. Dans les pays scandinaves, par exemple, 85 à 90 % des travailleurs sont membres de syndicats, qui les protègent par le biais de conventions collectives. Et ils votent tous. Cela signifie que les députés européens et les fonctionnaires des institutions européennes concernées sont guidés par l'opinion de ces personnes. D'ailleurs, les élections du Parlement européen auront lieu en mai de cette année. La lutte pour les votes des électeurs, ces mêmes membres des syndicats, est très importante.

J'ai récemment participé à une conférence organisée à Bruxelles, au Parlement européen, par des socialistes progressistes et des sociaux-démocrates sur la manière de garantir une Europe sociale à l'avenir. J'ai fait un discours sur les réformes en Ukraine, car selon la Constitution, nous sommes également un État-providence. Il s'agit du deuxième groupe le plus important au Parlement européen, qui soutient fortement le mouvement syndical. Si vous regardez la formule de l'Europe, les politiciens progressistes et les socialistes parlent toujours d'une "Europe sociale", d'une

économie sociale de marché. Et il y a une place pour le mouvement syndical, son rôle, son pouvoir et sa participation à la gestion des entreprises. Ces hommes politiques s'inquiètent de la croissance de la droite radicale en Europe, qui pourrait nuire aux droits des travailleurs et conduire à une réduction de leurs garanties sociales.

Y a-t-il quelque chose de similaire en Ukraine aujourd'hui ?

Oui, il y en a un. Nous devons répondre honnêtement aux citoyens ukrainiens sur le type de pays que nous construisons. Par rapport à ce que les Européens disent et prescrivent dans leurs résolutions, vous ne trouverez pas les mots "économie sociale de marché" dans les documents du parlement ou du gouvernement ukrainien. Il n'y a que le mot "marché" - le mot "social" a été supprimé. Et il ne s'agit pas seulement de vocabulaire - beaucoup de choses pratiques ont été abandonnées en même temps que le mot "social". Si quelque chose est acceptable pendant la loi martiale, cela peut devenir un frein à notre intégration européenne à l'avenir.

Par exemple ?

Regardez, nous avons ratifié la Charte sociale européenne en 2017. Et ce, grâce à la puissance et à l'influence du FPU, qui a choisi le programme European Choice comme cap. Il s'agit d'une mise en œuvre très forte de la législation européenne. En particulier, les directives de l'UE et la Charte sociale européenne contiennent l'article 1(4), qui définit ce que doit être le niveau minimum de subsistance, le salaire minimum, la pension garantie par l'État, etc. comme norme pour les pays membres de la Communauté européenne. Il doit répondre aux besoins d'une personne en matière d'alimentation, d'habillement et d'autres biens essentiels, et inclure les coûts des traitements médicaux et du logement. Cela signifie que l'Ukraine doit prendre en compte tous ces indicateurs. En fait, notre loi sur le niveau minimum de subsistance n'inclut que la nourriture et certains éléments de la vie quotidienne. Les services payants, tels que les soins de santé et le logement, ne sont pas pris en compte du tout, mais seulement les factures des services publics. Mais cela ne concerne que ceux qui ont un logement. Et qui n'en a pas ? L'État ukrainien ne se préoccupe pas de savoir si une personne peut l'acheter ou au moins la louer avec ses revenus.

Plus vite l'Ukraine mettra en œuvre la législation et rapprochera ses propres garanties des normes de l'UE, plus vite la dignité de représenter notre pays au sein de cette communauté sera perçue. La ratification complète de la Charte sociale européenne est notre exigence et une condition de l'adhésion à l'UE. Cela signifie que nous devons appliquer la composante sociale de cette politique dans tous ses aspects : les salaires, les pensions et les garanties sociales doivent être conformes à cette formule.

Au cours des négociations, nous parlerons également du système européen de sécurité sociale. Sur la base de l'expérience d'autres pays, nous avons créé un système de garanties de ce type en Ukraine. Bien sûr, pendant la guerre, pendant la loi martiale, elles ont été considérablement "réduites". L'État a liquidé le fonds concerné, et les seules garanties restantes concernaient l'assurance pension. Le système a été détruit, et ce n'est pas à cause de la guerre. C'est l'incompréhension du problème par certains fonctionnaires qui est en cause. Il est tout simplement inacceptable d'humilier ainsi les garanties d'un travailleur.

C'est pourquoi, en 2024, notre équipe, sous l'égide des syndicats européens, doit apprendre à travailler pendant le processus de négociation sur l'adhésion de l'Ukraine à l'UE. Et deuxièmement, cette forme de participation devrait être garantie aux syndicats.

Si nous créons des conditions de travail motivantes pour les Ukrainiens, nous créerons un précédent pour le retour de nos émigrants qui sont partis à l'étranger pour diverses raisons - soit à cause de la

guerre, soit à cause du chômage, soit à cause d'un désaccord avec la politique ou les conditions de vie. Nous comptons plus de huit millions de ces personnes. Compte tenu des besoins de l'Ukraine en matière de main-d'œuvre, nous devons faire revenir les Ukrainiens non pas par des appels, mais par des mesures pratiques.

On dit que la communauté internationale s'est refroidie à l'égard de l'Ukraine à la suite de la guerre en Israël ?

C'est vrai. Mais nous essayons de raviver l'intérêt pour l'Ukraine sur différentes plateformes. Récemment, j'ai signé une lettre adressée au secrétaire général de la CSI et au secrétaire général de la CES proposant d'organiser une vidéoconférence internationale le 24 février, date anniversaire de l'invasion totale de l'Ukraine. Il s'agit en quelque sorte d'une nouvelle attention portée à l'Ukraine. Cela signifie un soutien politique, financier, militaire et humanitaire supplémentaire. Cela signifie également un soutien aux syndicats eux-mêmes, afin que nous puissions rester et continuer à remplir notre fonction représentative et sociale. Enfin, nous avons également besoin de soutien pour résister aux propositions antisociales et anti-travailleurs qui peuvent apparaître au parlement ou au gouvernement.

J'ai cru comprendre qu'en tant que responsable de la FPU, vous êtes également vice-président de la CSI, membre du conseil général de la CSI et membre du bureau exécutif de la CSI ?

Oui, je le suis. Je suis également membre du bureau exécutif de la CSI et du comité exécutif de la CES. Je ne dis pas cela pour me vanter, car il y a dix ans, mes collègues ne pouvaient même pas rêver d'un tel respect et d'une telle confiance dans les syndicats ukrainiens. Il s'agit d'une très grande reconnaissance, compte tenu du nombre de pays membres qui font partie de ces organisations. Elle tient probablement aussi compte du fait que le FPU est le plus grand syndicat d'Ukraine et que son dirigeant est également président de l'organe représentatif conjoint des syndicats représentatifs au niveau national et coprésident du Conseil social et économique tripartite national pour ce qui est des syndicats. C'est donc l'occasion d'informer les collègues de la situation du mouvement syndical en Ukraine, du respect des droits des travailleurs, et parfois de demander directement un soutien, etc.

Cela peut-il être mis en pratique ?

Oui, par exemple, nous avons collecté 160 millions d'UAH (= 4,3 millions de dollars américains) par le biais de divers programmes de donateurs pour aider les gens et les syndicats eux-mêmes. En ce qui concerne l'Ukraine dans son ensemble, nous voulons rétablir le dialogue social dans le pays, tel qu'il est pratiqué dans l'UE. Les missions de haut niveau qui nous ont rendu visite ne comprennent pas pourquoi il existe une telle attitude à l'égard du dialogue social en tant que forme d'interaction et de recherche d'objectifs communs, de résolution de problèmes et de consolidation. C'est la norme en Europe. Elles ne comprennent pas pourquoi certains fonctionnaires ne l'acceptent pas et y résistent.

C'est ainsi qu'en participant à des événements syndicaux à Bruxelles, où se trouvent les bureaux de la CSI et de la CES, j'ai rencontré à plusieurs reprises le Commissaire européen à l'emploi et à la politique sociale, Nicolas Schmidt, qui m'a dit qu'il prévoyait de se rendre prochainement en Ukraine et qu'il ne manquerait pas de souligner l'importance du dialogue social au cours de ces rencontres. Il est clair que la CES a déjà utilisé divers instruments à cet égard : elle a contacté le président de la Commission européenne, informé le Conseil de l'Europe et envoyé des lettres aux responsables ukrainiens. Les employeurs et les syndicats européens proposent d'organiser un sommet des partenaires sociaux à Kiev à la veille du sommet UE-Ukraine. En Europe, la règle veut que tous les six mois, des représentants de la Commission européenne, du Conseil de l'Europe, des

commissaires européens et des syndicats viennent devant les citoyens pour rendre compte de leur travail et annoncer des projets pour l'avenir. Si nous introduisions un tel format en Ukraine, les gens comprendraient ce que le gouvernement, les entreprises et les syndicats font pour chacun d'entre eux.

Le Conseil de la FPU s'est réuni récemment, quelles sont les priorités pour cette année ?

L'une des principales priorités est de réorienter notre potentiel organisationnel, financier et de ressources vers l'aide aux militaires et aux personnes touchées par la guerre qui reprennent leur emploi ou sont employées.

Nous comprenons que la démobilisation concerne aujourd'hui principalement des personnes souffrant de certaines blessures physiques, et nous devons donc les aider, ainsi que leurs employeurs, dans les entreprises où ils retourneront.

En tant que propriétaire d'un complexe thermal, de loisirs et de rééducation, nous avons décidé de l'utiliser pour cette catégorie de personnes. Mais cela nécessite une synergie d'efforts - de la part du gouvernement, des syndicats et des entreprises. Et, bien sûr, de la communauté internationale, où il serait possible de réunir les fonds dont notre pays a si désespérément besoin. Jusqu'à présent, nous n'avons pas vu de travail systématique ni de retour d'information, alors nous nous débrouillons seuls, dans la mesure de nos moyens. Ainsi, environ 9000 soldats ont été traités dans nos installations. Cela comprend la réhabilitation psychologique, les loisirs et le simple fait de passer du temps avec leurs familles. Des choses simples qui donnent à nos soldats la force et la capacité de reprendre les armes et de défendre le pays. Nous avons fait de ce travail une priorité. Le travail interne dont nous avons discuté était la modernisation du mouvement syndical et de la FEU elle-même. En effet, nous sommes encore loin des organisations européennes, nous avons encore de nombreux vestiges de l'ancien système administratif et de commandement. Commençons par nous-mêmes. Mon rêve est de créer une fédération européenne, d'aligner la FPU sur les règles qui s'appliquent dans les communautés européennes. Là où règnent la transparence, la démocratie, le respect mutuel et les codes d'intégrité. Les statuts européens contiennent des règles de procédure très simples et directes. Dans notre pays, malheureusement, il est encore possible de "parler" de n'importe quelle décision et de ne pas l'appliquer.

Aujourd'hui, nous faisons déjà partie de la ligne qui travaille non seulement sur la législation nationale, mais aussi sur les directives de l'UE. Nous devons très bien comprendre ces directives, les connaître et les déchiffrer et y ajouter les nôtres, afin de transposer tout cela dans la législation nationale de manière sensée. Je reconnais que ce n'est pas facile. Nous y travaillons depuis plus de six mois. Mais si nous ne proposons pas maintenant un modèle de transformation, nous pourrions rester dans le même état pendant encore cinq ans. Et si nous faisons tout ce qu'il faut, nous aurons de nouvelles ailes pour nous sentir en confiance dans l'espace européen.

Lutte des travailleurs en Ukraine

Document d'information de *Jacobin* : [Les syndicats ukrainiens sont confrontés à l'invasion russe et à des attaques internes contre les droits du travail](#)

Les livreurs ripostent ! Alors que Bolt Food veut interdire les grèves en Ukraine...

Source : *Infos sur la grève des boullons*

(15 janvier 2024) Bolt Food (une société estonienne de livraison de repas) a déclaré que l'Ukraine "n'est pas un pays où l'on peut faire grève", mais il est clair que c'est un pays où les employeurs peuvent exploiter au maximum les jeunes travailleurs précaires.



Le "comité de coordination" des coursiers de Dnipro a publié la déclaration suivante aujourd'hui.

La direction de Bolt Food a déclenché une fièvre prématurée avec les nouvelles "Conditions générales pour les coursiers". Un point intéressant, le point 8.10, a été caché parmi un tas d'autres absurdités, dans lesquelles il est écrit :

Si le messenger n'effectue pas la livraison dans le délai prévu à l'article 8.9, il accepte de payer 0,5 % du montant total dû pour chaque jour de retard. Le courrier remboursera à Bolt tous les frais raisonnables (y compris les frais facturés par toute agence de recouvrement) et tous les frais administratifs, juridiques et autres encourus pour recouvrer tout paiement en souffrance. L'indemnisation minimale pour ces frais est de 10 €.

C'est absolument illégal !

Vous ne devez rien au patron !

Notre syndicat protège les travailleurs sous la loi martiale

Entretien avec Volodymyr Kozelsky, président du syndicat libre des chemins de fer ukrainiens (VPZU). Source : Réseau international de solidarité et de lutte des travailleurs



Evacuation des blessés (Crédit : The Guardian)

(14 janvier 2024) Pendant l'agression armée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, *Ukrzaliznytsia* (Chemins de fer ukrainiens), en tant qu'entreprise d'infrastructure critique, assure le transport des passagers et des marchandises 24 heures sur 24. Les employés des chemins de fer contribuent à la capacité de défense de l'État par leur travail héroïque pendant les hostilités et les attaques à la roquette.

Avant la guerre, le syndicat VPZU, ainsi que d'autres organisations syndicales opérant dans le secteur ferroviaire ukrainien, négociait constamment avec l'administration de l'*Ukrzaliznytsia* pour améliorer les conditions de travail des cheminots et augmenter leurs salaires. En outre, afin de régler la protection juridique et sociale des droits du travail des membres du syndicat, les organes élus du VPZU ont formulé des propositions d'actes réglementaires, qui ont ensuite été soumises aux comités compétents du Conseil suprême de l'Ukraine.

En outre, la VPZU est membre de l'organe représentatif commun des syndicats opérant à *Ukrzaliznytsia* pour la signature d'une nouvelle (première) convention collective pour l'entreprise, mais actuellement, en raison de la loi martiale dans le pays, les activités de cet organe ont été suspendues.

De 2014 à 2024, pendant l'agression armée russe, les relations avec un certain nombre d'organisations syndicales de la VPZU dans les régions de Luhansk, Donetsk et Zaporizhzhia et dans la République autonome de Crimée ont été rompues.

Notre syndicat est une organisation publique autonome à but non lucratif qui rassemble des citoyens ayant des intérêts communs dans la nature de leurs activités professionnelles et de travail. La VPZU a le statut d'une organisation publique/syndicale à l'échelle de l'Ukraine, organisée sur une base territoriale.

Les unités organisationnelles du syndicat sont les suivantes :

- Les organisations syndicales de base sont des associations volontaires de membres de syndicats qui travaillent dans la même entreprise ;
- les organisations syndicales locales et régionales sont unies ;
- les organisations syndicales de base dans les entreprises ferroviaires, les institutions et les organisations avec des subdivisions structurelles distinctes des chemins de fer ;
- les syndicats des entreprises, institutions ou organisations des secteurs du transport, de la construction et du métro ;
- les syndicats de base dans les entreprises, les institutions et les autres secteurs liés au transport.

La VPZU a confirmé sa représentativité au niveau sectoriel conformément à l'article 5 de la loi ukrainienne sur le dialogue social en Ukraine. En outre, la VPZU comprend des employés de la



société municipale Kyivpastrans (travailleurs du dépôt de trolleybus et de la flotte d'autobus) à Kiev, de la société municipale Zhytomyr Tram and Trolleybus à Zhytomyr, de City Trolleybus" à Kryvyi Rih, de Kamianske (région de Dnipropetrovsk), de la société municipale Kharkiv Metro à Kharkiv, où les travailleurs sont représentés par les organisations syndicales de la VPZU.

Atelier de maintenance des chemins de fer de Kiev (Crédit : The Guardian)

La VPZU est une organisation membre de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU) et coopère par solidarité avec le Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (IMU), le Syndicat libre de l'éducation et de la science d'Ukraine (VPONU), le Syndicat libre des travailleurs de la santé d'Ukraine (VPMU), et le Syndicat libre des entrepreneurs [petits vendeurs - ndlr] d'Ukraine (VPUU) et d'autres organisations de la confédération KVPU. Cette coopération prend la forme de :

- l'échange d'informations sur l'application de méthodes innovantes ;
- la protection des droits des membres des syndicats en matière d'emploi ;
- des activités syndicales communes pour défendre les droits des membres ;
- syndicats qui ont été violés par leurs employeurs respectifs ;
- des appels conjoints aux autorités publiques et aux médias sur les relations de travail en Ukraine.

Depuis le 24 février 2022, les organisations syndicales du VPZU fonctionnent sous la loi martiale, assurant la protection juridique et publique des droits fondamentaux des travailleurs conformément à la législation ukrainienne en vigueur.

La VPZU fournit une assistance humanitaire permanente aux membres du syndicat ou aux citoyens touchés par la loi martiale et la guerre. Les organisations syndicales de la VPZU fournissent également de l'aide aux militaires, notamment de la nourriture, des vêtements chauds, diverses munitions militaires, etc.

C'est actuellement la tâche principale de la VPZU.

À cet égard, la VPZU souhaiterait qu'il soit possible de recevoir toute forme d'aide du mouvement ouvrier international, en fonction de ses ressources et de son budget, pour l'établissement de relations qui pourraient être construites à l'avenir.

Ceux qui sont morts au travail

Source : Vitaliy Dudin : Vitaliy Dudin, canal Telegram

(9 janvier 2024) Au moins 195 personnes sont mortes au travail en 2023 à cause de l'agression russe. Dans une seule usine de défense à Kiev, 32 travailleurs sont morts en un jour. Chaque accident fait l'objet d'une enquête. Le fait que le décès soit lié à la production permet à la famille de recevoir un paiement d'assurance de la part du fonds de pension. S'il s'avère que l'employeur a violé les normes de protection du travail, il doit également indemniser les proches pour les dommages non pécuniaires.

Les autorités du fonds de pension ont parfois refusé de payer, ne reconnaissant pas l'épouse comme membre de la famille du défunt (notamment parce que la victime avait une adresse différente). Mais ces refus ont été contestés avec succès. On peut citer l'exemple de l'action en justice intentée par la veuve de la victime d'un tir de missile sur le centre commercial Amstor à Kremenchuk.

Il est beaucoup plus difficile de récupérer le dommage moral auprès de l'employeur. Il a le droit de faire appel au fait qu'aucune personne dont les actions/inactions ont contribué à la tragédie n'a été identifiée.

Le gouvernement doit obliger les propriétaires à faire plus pour sauver des vies et augmenter les paiements d'assurance pour les familles de ceux qui sont le plus à risque - les travailleurs de l'industrie de la défense, qui est essentielle pour la victoire

'Notre syndicat a perdu de nombreux membres pendant la guerre'

Par Volodymyr Fundovnyi (Syndicat indépendant de l'éducation et de la science d'Ukraine, VPONU). Source : Réseau international de solidarité et de lutte des travailleurs (ILNSS)

(4 janvier 2024) Le syndicat VPONU a perdu de nombreuses organisations et de nombreux membres pendant la guerre. En Crimée et dans les régions de Luhansk, Donetsk et Kherson, la perte est totale. Il y a également une perte partielle dans les régions de Zaporizhzhia, Lviv, Sumy, Kharkiv et Chernihiv.

Malgré cela, le syndicat vit, travaille, continue de protéger ses membres, aide les forces armées et accomplit son travail conformément à la loi ukrainienne (sur les syndicats, leurs droits et leurs garanties d'activité) et aux statuts du VPONU.

Ces dernières années, une nouvelle loi sur l'enseignement secondaire général a été adoptée. Cette loi prévoit des changements dans l'organisation du processus éducatif, la nomination de directeurs d'établissements d'enseignement et une augmentation des salaires des éducateurs. Mais les changements n'ont fait qu'empirer.

Les salaires des enseignants n'ont pas été augmentés ou portés à trois salaires minimums, et la prime des enseignants n'est plus déterminée que par le directeur de l'institution, qui peut même être une personne ayant purgé une peine pour meurtre.

Il n'est donc pas nécessaire de parler de l'amélioration du travail des enseignants, des éducateurs et des éducateurs dans les institutions préscolaires. Pendant la loi martiale, il n'y a pas eu de réformes pour les éducateurs.

Pendant la guerre, de nombreux enseignants sont partis au front et servent dans les forces armées. Il y a donc une pénurie d'enseignants et personne ne veut travailler dans les écoles maternelles, surtout pour un salaire aussi insuffisant (170 à 200 dollars par mois).



Les membres du VPONU avec la bannière de l'ILNSS. Volodymyr Fundovnyi est à gauche.

Telle est la situation à [Kropyvnytskyi](#).

Quant aux élèves, ils sont formés dans des conditions normales, à l'exception des alertes aériennes, lorsque tout le monde descend dans les abris antiatomiques. . .

Le syndicat indépendant s'est toujours engagé à protéger ses membres et continue de le faire. La seule chose qui a été ajoutée est le travail avec les soldats, qui demandent de l'aide, et nous, les syndicalistes, devons tout faire pour la leur fournir.

Ce soutien comprend la nourriture, l'équipement, les voitures, etc. La victoire est la priorité du syndicat. Ensuite, nous trouverons une solution.

En ce qui concerne la coopération, je peux souligner que presque tous les mineurs d'uranium [de la région de Kirovohrad - ndlr] combattent dans les forces armées ukrainiennes, et nous, y compris moi personnellement, avons des liens très étroits avec eux. Nous essayons d'aider les mineurs qui participent au déminage dans la région de Kherson, car les militaires qui déminent le territoire portent des vêtements qui ne les protègent pas.

C'est pourquoi j'insiste sur le fait qu'aujourd'hui, nous avons besoin d'uniformes, de casques, de chaussures, de drones et de voitures, de préférence des jeeps.

Bien sûr, nous pouvons aussi avoir l'argent nécessaire pour l'acheter localement ou à l'étranger. Mais il vaudrait mieux que nous les leur transmettions, et ce serait une bonne chose. Après la victoire, nous nous occuperons de la protection sociale et économique des membres de l'Union. Dès aujourd'hui, la *victoire* est l'essentiel !

[Voir l'histoire du VPONU ici](#)

Cantine de l'Union pour les soldats

Source : Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine : Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

La cantine " La Voie des Défenseurs " de l'Union régionale du Donbass occidental du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (KVPU) dans la région de Dnipro fournit gratuitement de la nourriture aux soldats qui partent au front ou qui en reviennent.



La cantine accueille volontiers des légumes et des fruits, des préparations maison et d'autres produits, qui ont été collectés et fournis à plusieurs reprises par leurs collègues du syndicat et les habitants du quartier. L'autre jour, plusieurs cartons ont été livrés à la cantine. Selon un syndicaliste, il y en avait tellement que nous nous sommes trompés dans le comptage.

Mais les boîtes contenaient exactement ce dont la cantine avait besoin : un multicuiseur, une râpe à choux et un coupe-patates, des planches de cuisine, de la vaisselle, ainsi que du thé, du café et bien d'autres choses encore. L'équipe de la cantine est sincèrement reconnaissante de ce don généreux à l'initiatrice de cette action, Olga Kucheruk, et à tous ceux qui l'ont aidée.

Crise de l'eau : Yuri Samoïlov, syndicaliste de Kryvyi Rih, explique la solution communautaire

Source : *Workers Aid to Ukraine*. [Vidéo sous-titrée en anglais](#)

(Décembre 2023) Bonjour, je suis Yuri Samoïlov, président du syndicat indépendant des mineurs de la ville de Kryvyi Rih. Je voudrais parler d'écologie. La [destruction de la centrale hydroélectrique de Kakhovka](#) par les occupants russes a fait de l'approvisionnement en eau potable un problème majeur pour les travailleurs. En fait, l'eau potable dans la ville n'est pas gratuite, on ne peut l'acheter que dans les magasins.

D'une manière générale, il y avait un problème d'eau auparavant. À Kryvyi Rih, l'eau n'a jamais été de très bonne qualité, car on y pratique activement l'exploitation minière et l'extraction de minerais. La profondeur des travaux qui sont actuellement pompés est d'environ deux kilomètres, parce que toute l'autre eau a disparu, a été pompée et s'est transformée en une sorte de composé chimique.

Notre solution

Nous voyons une solution au problème dans l'extraction de l'eau des puits profonds. Les capitalistes ne sont pas très préoccupés par cette question ; ils considèrent l'approvisionnement en eau à travers le prisme de leurs intérêts et de leurs profits. Ils font du commerce en vendant de l'eau en bouteille à ceux qui peuvent payer. C'est leur décision. Ils veulent également faire du forage de puits et de la distribution de l'eau une activité commerciale. Ils transformeront tout projet d'approvisionnement en eau en profit. La position de la classe ouvrière de Kryvyi Rih, de tous les gens ordinaires, est que l'eau ne doit pas être transformée en marchandise. L'eau est un bien commun.

Il est nécessaire de commencer à forer des puits, qui doivent appartenir à la population et non à des particuliers. Cela déterminera la nature du projet.

Ce projet comporte plusieurs volets.

Par exemple, la composante technique est l'achat d'équipement, c'est-à-dire la collecte de fonds pour un appareil de forage et ses composants. Pour exploiter les puits, il faut une pompe et un système électrique de secours autonome. Il existe de nombreux détails techniques de ce type, et nous allons tous les examiner.

Il y a aussi des questions d'organisation. Qui va forer, comment le travail lui-même sera effectué. Nous constatons qu'il s'agira d'une équipe de forage volontaire qui, grâce à la coopération, devrait être reconnaissante d'extraire de l'eau propre.

Avec une bonne organisation et un seul appareil de forage, il est possible de forer et d'équiper au moins un ou plusieurs puits à la fois. L'eau propre, comme l'air, ne se vend pas.

L'eau propre devrait être gratuite et accessible à tous. Le projet devrait fonctionner gratuitement.

Le problème de la conscience de masse sera également résolu : nous devons expliquer aux gens qu'il n'y a pas que l'air et l'eau qui doivent être gratuits.

Aujourd'hui, tous les produits de base sont produits en quantité suffisante pour tout le monde. Et l'approvisionnement des populations en nourriture, en eau potable, en chauffage, en produits alimentaires et en médicaments de base n'est plus un problème aujourd'hui.

Non seulement l'eau, mais tous ces biens de base peuvent et doivent être gratuits, comme c'est le droit de toute personne.

L'État, le gouvernement et les capitalistes ne veulent pas s'en charger et, de par leur nature de classe, ne le peuvent pas.

Ils veulent que l'eau soit une marchandise. Ils vivent en échangeant tous les avantages possibles. Si cette politique se poursuit, nos descendants devront décider où trouver de l'oxygène, car il sera payant.

Seule la classe ouvrière organisée peut fournir à chacun les biens de base.

Il existe également un problème juridique, car la législation relative à la production au sein de l'État ukrainien rend très problématique l'extraction d'eau et le forage de puits. Or, la Constitution ukrainienne déclare que les ressources minérales appartiennent au peuple et que chacun a droit à une vie décente.

Pour soutenir l'initiative du syndicat des mineurs de Kryvyi Rih, rendez-vous sur le site :

https://chuffed.org/project/workersaidtoukraine?fbclid=IwAR1kehZ9YNTFBnnchh7whyBEz-nrV_HXMKY2xDm9bDjZWTvDEeBD5bj0cM

Lutte des étudiants en Ukraine

Mobilisation des étudiants contre la fermeture de l'université nationale Tauride (Kyiv)

Source : Syndicat étudiant Priama Diia (Action directe)

(26 janvier 2024) Le 25 janvier 2024, les étudiants de l'université nationale de Tauride ont manifesté contre la fusion de leur faculté avec l'université et l'académie de Kiev-Mohyla. La manifestation a eu lieu lors de la réunion du personnel de l'enseignement supérieur en présence du vice-ministre de l'éducation et des sciences Mykhailo Vynnytskyi

La manifestation, organisée par le syndicat étudiant Direct Action, a été soutenue par des organisations étudiantes internationales, notamment de Pologne et de Grande-Bretagne.

"Nous avons tenu un conseil académique avec les étudiants et ils ont déclaré à l'unanimité qu'ils étaient contre l'unification. Le corps étudiant prépare des lettres aux hauts fonctionnaires du ministère de l'éducation et de la culture ainsi qu'à d'autres ministères et départements, y compris au président de l'Ukraine. Ils sont en effet opposés à l'unification. Ils veulent étudier exclusivement à l'université de Tauride, parce que cette université est devenue aujourd'hui leur famille éducative et scientifique. C'est le seul lien intellectuel avec la Crimée", a déclaré le recteur de l'université, Valery Bortniak.

Non à la fermeture de l'université nationale de Tauride !

Source : Syndicat étudiant Priama Diia (Action directe)

(16 janvier 2024) Nous avons récemment appris que le ministère ukrainien de l'éducation et de la science envisage de "réorganiser" l'[Université nationale de Tauride](#) (TNU), c'est-à-dire de la fusionner avec l'Université nationale de l'Académie de Kiev-Mohyla (KMA). Cela signifie que tous les étudiants et tous les bâtiments seront mis à la disposition de l'administration de la KMA, détruisant ainsi la TNU. Pour les étudiants, cela signifie qu'ils perdent leur autonomie, leur subjectivité, leurs spécialités uniques et qu'ils sont confrontés à un avenir incertain.

TNU est la seule université de Crimée qui a réussi à quitter la Crimée pour s'installer dans les territoires contrôlés par l'Ukraine. Ce n'est qu'ici que les étudiants



Célébration du centenaire de l'université nationale de Tauride

peuvent apprendre la langue tatare de Crimée.

Les étudiants qui ont rejoint l'université se retrouvent dans une situation où ils seront contraints de rejoindre une autre université sans garantie de pouvoir conserver leurs spécialités, leurs anciens frais de scolarité et leur logement en résidence universitaire.

Tout ce que le ministère de l'éducation et des sciences propose, c'est que nous leur fassions "confiance"... ?

Les plans du ministère de l'éducation et des sciences ont provoqué une profonde indignation au sein de la communauté étudiante de l'université : ils sont fermement opposés à la liquidation de leur université, soulignant à juste titre son importance pour la préservation de la diversité culturelle et les opportunités éducatives uniques qu'elle offre.

Ce n'est pas la première fois que de telles "réorganisations" ont lieu - il s'agit d'un problème systémique. L'année dernière, suite à sa fusion avec l'université d'économie municipale, l'université nationale de génie civil et d'architecture de Kharkiv a cessé d'exister. De même, le ministère de l'éducation et des sciences voulait détruire l'Académie ukrainienne d'imprimerie en la rattachant à l'université nationale de Lviv. Mais grâce à la solidarité et à la mobilisation des étudiants, elle a heureusement pu être défendue. La même année, le problème des "réorganisations" est devenu de plus en plus important : il affectait déjà non seulement la TNU, mais aussi l'[université pédagogique nationale de Kharkiv HS Skovoroda](#) (KHNPU), l'[université environnementale d'État d'Odessa](#) (ODEKU), l'[académie ukrainienne de pédagogie de l'ingénierie](#) (UIPA) et l'[université nationale de l'aviation](#) (NAU), de sorte que cette liste ne concerne pas uniquement la TNU.

Pendant l'agression à grande échelle de la Russie contre l'Ukraine, les universités sont devenues plus importantes que jamais : les dortoirs d'étudiants ont accueilli de nombreuses personnes déplacées de force, et une formation spécialisée de haute qualité est très importante pour la reconstruction d'après-guerre de l'Ukraine. Dans un article d'Oleksandr Kostiuk, docteur en économie, l'auteur souligne que l'État devrait prendre en charge l'intégralité du fardeau de l'éducation afin de créer un système efficace de formation avancée pour les personnes qui se trouvent déjà sur le marché du travail ou qui y entreront bientôt, notamment les jeunes.

Un tel investissement dans l'enseignement supérieur pourrait à lui seul entraîner une croissance du PIB du pays comprise entre 1,8 % et 2,1 % d'ici à 2030. Dans le même temps, le secteur privé ukrainien ne propose actuellement l'apprentissage tout au long de la vie qu'à 2 % de ses employés. À cet égard, l'Ukraine est proche du Ghana et du Kenya. La réduction du nombre d'universités va à l'encontre de cette vision, ne fait qu'exacerber les problèmes existants et n'offre pas un modèle prometteur d'éducation efficace pour l'après-guerre.

Nous sommes des étudiants directement concernés par cette offensive criminelle du Ministère de l'Éducation et des Sciences. Nous, les étudiants de l'Université nationale de Tauride et les membres du syndicat étudiant indépendant Action directe, avons uni nos forces pour attirer l'attention sur le problème et pour lutter contre l'initiative scandaleuse du ministère de l'Éducation et des Sciences. Les étudiants des établissements d'enseignement menacés ont aujourd'hui un besoin urgent de solidarité et de coopération, c'est pourquoi nous vous demandons de diffuser l'information sur ce cas sans précédent par tous les moyens possibles.

Une pétition internationale a été préparée à l'intention de signataires ayant des liens avec le monde universitaire. [Accédez à la pétition ici](#), et renvoyez les copies complétées à tauride2024@gmail.com

Le gouvernement prépare une 'réforme' qui annule les bourses d'études

Source : communiqué de presse du syndicat étudiant Priama Diia (Action directe) : Communiqué de presse du syndicat étudiant Priama Diia (Action directe)

(10 janvier 2024) Le gouvernement a préparé une "réforme" qui prévoit l'annulation partielle des bourses.

Les principaux points de la "réforme" :

1. Élimination partielle de la forme d'éducation financée par l'État. Seuls 25 % des étudiants de plusieurs spécialités prioritaires seront financés par le budget de l'État, avec l'obligation de travailler après l'obtention du diplôme.
2. Il est prévu de fournir ce que l'on appelle des "subventions d'État" qui ne couvriront que partiellement le coût de l'éducation. En même temps, les étudiants qui suivent cette forme d'études ne recevront pas de bourses.
3. Tous les autres étudiants étudieront à leurs propres frais ou avec l'aide d'un prêt préférentiel à long terme.

Cette "réforme" n'a rien à voir avec l'amélioration de la situation des étudiants pendant la guerre. Son véritable objectif est de réduire le financement et l'aide sociale à la jeunesse de l'État.

Il s'agit d'une nouvelle initiative anti-étudiants du ministère de l'éducation et des sciences, qui stimulera un exode encore plus important de la jeunesse ukrainienne vers les pays de l'UE (où les étudiants étrangers étudient aux frais de l'État).

2023, une année de luttes étudiantes

Source : Priama Diia – Action Directe)

(31 décembre 2023) L'année dernière, nous avons été confrontés à un certain nombre de défis difficiles. Au milieu des horreurs et des destructions de la guerre, la communauté étudiante s'est puissamment rassemblée autour de la volonté d'aider les victimes de la guerre, d'apporter un soutien, d'aider l'armée et de rejoindre ses rangs.

C'est sur la base d'une crise sociale de grande ampleur qu'est née la nouvelle génération du syndicat indépendant Action directe.

La nouvelle action directe est née des protestations des étudiants de l'Académie ukrainienne de l'imprimerie, qui ont réussi à annuler la fusion de leur université avec l'université nationale de Lviv ;

Grâce aux efforts du syndicat, l'étudiante Karina Chmeliuk, qui est aujourd'hui un membre actif d'Action directe, a été rapatriée de la Crimée occupée vers les territoires contrôlés par le gouvernement.

La campagne "Étudiants - universitaires" a été lancée pour attirer l'attention sur le problème des étudiants financés par des fonds publics qui prennent des congés universitaires.

Les étudiants ont organisé un événement intitulé "Semaine contre le fascisme", au cours duquel ils nous ont rappelé que l'opposition aux idéologies haineuses est toujours d'actualité.

Nous nous sommes rassemblés pour des nettoyages afin de montrer que la protection de l'environnement est une question qui devrait concerner tous les groupes sociaux, y compris les étudiants.

En collaboration avec le conseil étudiant du département de psychologie de l'université de Karazin, nous avons préparé une brochure sur la lutte contre la violence psychologique exercée par les enseignants.

Nous avons lancé une action demandant la réorganisation de l'ambassade russe vide en un centre de jeunesse accessible au public.

La participation aux manifestations contre la saisie du bâtiment de l'Université nationale de théâtre, de cinéma et de télévision de Kiev I. K. Karpenko-Karyi (KNUKiT) par des pillards s'est soldée par une victoire pour les étudiants.

Nous avons contribué à la création du "Comité des étudiants du 11 octobre" pour inspecter l'installation des fenêtres et des portes à l'université nationale de Lviv, puis nous avons inspecté les abris dans les universités.

Nous avons participé à des manifestations contre la chauvine Iryna Farion, exigeant qu'elle soit démise de ses fonctions de professeur à l'école polytechnique de Lviv.

Nous avons organisé une manifestation à l'Université Internationale de Kyiv (KyMU) contre la décision de l'administration de faire payer les étudiants pour leurs absences.

Nous vous avons parlé, nous avons protesté, nous avons agi, nous nous sommes portés volontaires, nous avons donné des interviews, nous avons assisté à des conférences, nous avons écouté, nous nous sommes souciés de vous, et nous n'avons pas l'intention de nous arrêter en 2024. Nous avons beaucoup de travail devant nous et nous ne pourrions relever les défis qui nous attendent qu'en unissant nos forces.

Au cours de l'année à venir, nous espérons que vous n'oublierez pas l'importance de vos droits et que vous vous souviendrez que le moyen le plus efficace de les garantir est l'action directe.

Honneur et gloire à ceux qui nous défendent et nous donnent l'occasion de passer ce jour en paix dans un cercle intime.

Mort à l'Empire, bonne année !

Universités : une réforme purement néolibérale

Source : Communiqué de presse du syndicat étudiant Action directe

(28 décembre 2023) Le syndicat étudiant Action directe dénonce un projet de réforme de l'université et en détaille le contenu dans un long document. Extraits ci-dessous sur certains points de la "réforme".

Récemment, le vice-ministre ukrainien de l'éducation et des sciences, Mykhailo Vynnytskyi, a donné de nouveaux détails sur les changements prévus dans le système éducatif.

Une fois de plus, le grand public prend connaissance des caractéristiques des réformes structurelles de manière indirecte, par le biais d'interviews, plutôt qu'en participant directement à un débat public. Cette situation inquiète déjà certains groupes de citoyens concernés : en particulier, le Syndicat des travailleurs de l'éducation et de la science, le Conseil de l'enseignement supérieur et le

Conseil de la jeunesse, qui réclament un système de communication plus transparent et se déclarent prêts à coopérer avec le ministère.

Action directe partage l'inquiétude concernant ce travail "de l'ombre" des fonctionnaires. De quelles innovations Mykhailo Vynnytskyi nous a-t-il parlé?

M. Vynnytskyi a exprimé l'opinion suivante : "Lorsqu'un étudiant paie pour son éducation, la valeur de cette éducation augmente pour lui. Il comprend qu'il investit lui-même dans ce projet".

Sur les bourses d'études

Mykhailo Vynnytskyi souligne à juste titre que les bourses d'études en Ukraine sont extrêmement faibles et ne peuvent répondre aux besoins des étudiants. Le nouveau système offre une solution à ce problème en réduisant le nombre de boursiers à un groupe restreint dont les études seront entièrement financées par l'État. Il s'agit principalement de spécialités d'importance stratégique, comme les médecins, les ingénieurs électriciens, les enseignants et les travailleurs du secteur des transports, tandis que les spécialités "moins importantes" ne bénéficieront d'aucune bourse. En outre, selon le ministère, la solution consiste en un système de bourses qui couvrira les frais de scolarité proportionnellement aux résultats obtenus aux examens.

Formation du personnel enseignant

Action directe a été surprise par les commentaires concernant la nécessité d'une concurrence non seulement pour les étudiants, mais aussi pour les enseignants. Selon le vice-ministre, les bas salaires des enseignants sont dus à une sorte de saturation du marché. En d'autres termes, il y a trop d'enseignants et pas assez d'étudiants - nous avons besoin de concurrence pour que seules les bonnes institutions et les meilleurs enseignants restent sur le marché du travail.

"Les enseignants qui ne font pas preuve de réussite scientifique et pédagogique seront si mal payés qu'il ne sera plus rentable pour eux de travailler à l'université pour un simple salaire".

Au lieu de s'attaquer aux conditions de travail des enseignants et de résoudre le problème des heures supplémentaires, le gouvernement propose une fois de plus des réductions inattendues.

Les problèmes de la nouvelle "réforme" de l'éducation restent les mêmes : manque de transparence, manque d'informations spécifiques et une série de coupes prévues.

Les tentatives d'amélioration de notre système éducatif doivent être soutenues, discutées publiquement et avec la participation de ceux qui sont intéressés, principalement les étudiants et les enseignants. Comme le montrent la réunion du syndicat des travailleurs de l'éducation et de la science et les activités de plusieurs organisations étudiantes, dont nous faisons partie, la seule question est de savoir si le ministère est prêt à le faire.

Réduire le nombre d'universités

Le vice-ministre de l'éducation se félicite de l'objectif de réduire le nombre d'établissements d'enseignement public de 170 à 100, expliquant que le nombre d'étudiants dans le pays est trop faible et que l'infrastructure éducative précédemment en place n'est plus nécessaire.

Autres informations sur le travail en Ukraine

Qui a tenté d'intimider l'éminent journaliste Yurii Nikolov ?

Source : Fédération internationale des journalistes

(16 janvier 2024) Le journaliste d'investigation ukrainien Yurii Nikolov a déclaré lundi avoir reçu la visite de personnes non identifiées qui le menaçaient. Les Fédérations internationale et européenne des journalistes (FIJ-FEJ) et leurs affiliés en Ukraine, NUJU et IMTUU, appellent les autorités ukrainiennes à identifier les auteurs des menaces et à assurer la protection du journaliste.



M. Nikolov est cofondateur et rédacteur en chef du projet de médias d'investigation [Nashi Groshi](#). Il est bien connu pour ses enquêtes dénonçant la corruption dans les marchés publics ukrainiens, notamment au sein du ministère de la défense. Les enquêtes de M. Nikolov sur les prix gonflés des denrées alimentaires et les vestes d'hiver de mauvaise qualité pour l'armée ont entraîné l'éviction du précédent ministre de la défense, Oleksii Reznikov.

Dimanche en fin de journée, deux hommes non identifiés se sont approchés de l'appartement de M. Nikolov, à Kiev, frappant à sa porte et l'agressant verbalement, a déclaré le journaliste sur Facebook. Il a ajouté que seule sa mère âgée était à la maison au

moment de cette visite menaçante. Selon le journaliste, quinze minutes plus tard, un message contenant des images de la scène est apparu sur la chaîne Telegram anonyme Kartochnyy Ofis, qui serait liée au bureau présidentiel. La vidéo montre un homme frappant à une porte sur laquelle sont collés des papiers portant les mots "traître, fuyant le service militaire" et d'autres attaques verbales, exigeant que quelqu'un ouvre la porte. La voix d'un autre homme, qui frappe également à la porte et crie de manière agressive, est entendue dans la vidéo.

La police a déclaré qu'elle était en train de vérifier les détails de l'incident.

Un message d'un canal Telegram anonyme pro-Zelenskyy appelé "Office of Cards" a déclaré que l'intrusion avait été menée par des soldats qui revenaient des lignes de front. Ce message a fortement critiqué M. Nikolov. S'exprimant à la télévision nationale, M. Nikolov a souligné que ce message anonyme suggérait que l'incident était lié aux commentaires désobligeants qu'il avait faits à propos du président ukrainien.

IMTUU condamne le harcèlement, la persécution et l'obstruction du journaliste. Le syndicat soupçonne l'entourage du président ukrainien d'être à l'origine de ces menaces : "Il semble que certains responsables gouvernementaux aient décidé d'attaquer les journalistes par l'intermédiaire de canaux Telegram anonymes", a déclaré Serhiy Shturkhetsky, président de l'IMTUU. "Après le journaliste Vladislav Sydorenko, en décembre, ils s'en prennent au journaliste Yurii Nikolov. Si les

autorités ukrainiennes ne sont vraiment pas impliquées dans ces attaques, elles doivent diligenter une enquête rapide et punir les auteurs et les commanditaires."

"L'intimidation des journalistes d'investigation est inacceptable", a déclaré le président de la NUJU, Sergiy Tomilenko. "Lorsqu'un journaliste de premier plan subit de telles pressions, cela a un effet dissuasif sur tous les journalistes. Nous demandons à la police d'enquêter rapidement sur cette affaire et de protéger Yuriy Nikolov".

Yaroslav Yurchyshyn, un législateur de l'opposition qui dirige la commission parlementaire ukrainienne sur la liberté d'expression, a déclaré qu'il considérait que l'incident répondait à la définition légale de l'entrave au travail d'un journaliste.

Les drones artisanaux sont-ils la solution ?

Source : Vitaliy Dudin : Vitaliy Dudin, canal Telegram (15 janvier 2023) En Ukraine, le projet "People's Drone" a été lancé par [Victory Drones appartenant au fonds d'assistance technologique Dignitas](#), dans le cadre duquel les Ukrainiens peuvent apprendre à créer des drones FPV chez eux.



C'est ce qu'a annoncé le ministre ukrainien de la transformation numérique, Mykhailo Fedorov.

Il a expliqué que "People's Drone" est un cours d'ingénierie qui vous apprendra à assembler un drone FPV à la maison.

"Pendant la formation, vous aurez accès à des conférences, il y aura des téléconférences Zoom avec des intervenants, une liste de composants et un ensemble d'outils et de matériaux à acheter, ainsi qu'un accès à la communauté des ingénieurs, où vous pourrez consulter et poser des questions", a déclaré le ministre.

Voici la réponse de Vitaliy Dudin à ce projet :

Suivre l'idée de M. Fedorov d'assembler des drones à domicile, c'est gâcher l'opportunité de construire une industrie militaire, qui fournirait de nombreux emplois protégés.

De telles décisions, détachées des priorités sociales, représentent une caricature de l'économie de guerre. Pourquoi l'État ne coordonne-t-il pas la création de grandes usines où les chômeurs pourraient être employés ? C'est ce qu'a fait le gouvernement britannique pendant la Seconde Guerre mondiale. La masse des membres des syndicats est alors passée de 4,5 millions à 7,5 millions de membres.

Embaucher sous contrat de travail permet de contrôler la qualité du travail et de payer des impôts au budget. Mais le ministre croit au miracle de la gig economy et propose de se limiter au modèle du crowdsourcing [externalisation auprès d'individus extérieurs à l'entreprise].

Permettez-moi de vous rappeler que la loi ultralibérale [DiyaCity](#) [défiscalisation des industries de pointe], adoptée sur son insistance en 2021, n'a pas éradiqué le travail dissimulé dans les technologies de l'information. Seules 1000 personnes y travaillent dans le cadre d'un contrat de travail.

Solidarité avec les travailleurs et les syndicats d'Ukraine

Motion d'affiliation à la campagne de solidarité avec l'Ukraine en Écosse

Approuvé lors du Dumfries and Galloway Trade Union Congress pour être soumis au Scottish Trade Union Congress (17-19 avril, Dundee).

(22 janvier 2024) Ukraine - Soutien aux syndicats ukrainiens et affiliation à la campagne de solidarité avec l'Ukraine Écosse



Le Congrès réaffirme son soutien aux Fédérations syndicales libres ukrainiennes KVPU et FPU dans leur détermination à défendre le peuple ukrainien contre les attaques meurtrières des forces russes et à expulser les envahisseurs russes du territoire ukrainien.

Le Congrès considère la guerre en Ukraine comme une lutte de libération nationale.

Le Congrès décide de s'affilier à la campagne de solidarité avec l'Ukraine en Écosse.

Projet du Comité Suisse-Ukrainien de Solidarité pour Donetsk

Source : Comité Ukraine Suisse



(Décembre 2023) En cette fin d'année, le Comité de Solidarité Suisse-Ukraine lance une campagne

de collecte de fonds pour un projet de l'ONG Base UA, qui travaille avec des jeunes dans la région de Donetsk, près de la ligne de front.

Base UA travaille avec les enfants et les adolescents depuis avril 2023. Elle organise notamment des ateliers de peinture, de dessin et de sculpture dans différentes villes et villages. L'objectif de ces activités est de donner aux jeunes de la région du temps libre pour penser à autre chose qu'à la guerre qui se déroule sous leurs yeux et envahit leur vie depuis près de deux ans.

Depuis septembre 2023, l'équipe culturelle de Base UA a mis en place un centre appelé Terykon (littéralement : le terril, car la région de Donetsk est une région minière et les terrils sont un élément essentiel de son paysage), situé dans la ville de Kramatorsk. L'objectif est de construire un espace à la fois ouvert et sûr, au sens propre comme au sens figuré.

L'association souhaite que les enfants puissent s'y rendre pour s'initier à de nouvelles activités (arts plastiques, photographie, animation, théâtre, langues étrangères, etc.), rencontrer des amis, regarder un film ensemble, jouer ou se détendre. Elle souhaite également créer un espace que les usagers puissent s'approprier.

Afin d'équiper le centre culturel Terykon, l'ONG Base UA a besoin de matériel pour créer un espace dans lequel elle peut organiser des ateliers et donner des cours.

Pour aider Base UA à atteindre cet objectif, nous lançons une campagne de collecte de fonds afin de lui permettre d'acheter une partie du matériel dont elle a besoin (notamment des matelas, des ordinateurs portables, des écouteurs, un projecteur et un écran, des haut-parleurs, un four à poterie, des radiateurs électriques, une perceuse et un tournevis électriques, un appareil photo, du papier pour aquarelle et pastel, du linoléum pour les linogravures, etc.)

Veillez faire votre don via la campagne de collecte de fonds de Wemakeit ou directement sur notre compte bancaire, en mentionnant "campagne de collecte de fonds de Noël".

Pour en savoir plus sur l'association Base UA et ses activités (site web en anglais, allemand et ukrainien) : <https://baseua.org/>

Lutte des travailleurs au Belarus

Biélorussie : des femmes syndicalistes en prison

Source : [Salidarnast](#)

(10 janvier 2024) Depuis près de trois décennies, le Belarus est un champion mondial de la violation des droits de l'homme fondamentaux, y compris le droit des travailleurs à la liberté d'association. Le Belarus est cité parmi les dix pires pays pour les travailleurs. Lors du soulèvement massif des Biélorussiens contre Loukachenko et son régime en 2020, les travailleurs ont défié la dictature en brandissant la menace d'une grève générale. Le régime a déployé une répression exceptionnelle contre la société civile, les travailleurs et leurs syndicats. **femmes, Biélorussie**



Prison pour

Qui plus est, Loukachenko a entraîné le Belarus dans la guerre en soutenant un autre dictateur, Poutine, contre le peuple ukrainien. Et c'est l'organisation démocratique des travailleurs, le Congrès biélorusse des syndicats démocratiques, qui a exprimé la position fermement anti-guerre des travailleurs biélorusses. Les conséquences ont été des arrestations massives et des accusations criminelles à l'encontre de dirigeants syndicaux et de travailleurs en avril 2022. En outre, le Belarus est devenu un pays sans syndicats depuis juillet 2022, date à laquelle tous les syndicats démocratiques ont été liquidés. La dictature biélorusse, qui qualifie toute activité d'extrémisme et de terrorisme, ne cesse de réprimer la société civile.



Syndicalistes en prison

Quarante-sept de nos camarades biélorussiens se trouvent dans des prisons et des colonies pénitentiaires au Belarus, condamnés pour haute trahison, diffamation de l'État, participation et soutien à des activités extrémistes, avec des peines allant jusqu'à 15 ans d'emprisonnement. Parmi eux se trouvent des figures syndicales bien connues, comme Aliaksandr Yarashuk (photo), président du BKDP, vice-président de la CSI et membre du conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail.

Parmi les personnes emprisonnées, on trouve des femmes syndicalistes et des personnes âgées. Nombre d'entre eux sont qualifiés d'extrémistes, voire de terroristes. Les robes des prisonniers politiques sont également étiquetées. Malheureusement, avec des étiquettes jaunes. Les prisonniers politiques subissent constamment des tortures, des punitions sévères en restant à l'isolement dans des cellules glaciales. Le travail forcé des prisonniers politiques, sans aucune trace de santé et de sécurité au travail, souvent dans l'industrie du bois et du textile, est largement utilisé dans les

colonies pénitentiaires pour convertir les prisonniers en citoyens respectueux de la loi, selon l'État.



Femmes syndicalistes prisonnières politiques

Selon l'organisation de défense des droits de l'homme Viasna, au 25 décembre 2023, il y avait 1496 prisonniers politiques en Biélorussie, dont 174 femmes. Depuis 2020, au moins 895 femmes ont été poursuivies pour des raisons politiques.

Aujourd'hui, parmi ces prisonnières politiques, au moins huit militantes et dirigeantes de syndicats indépendants sont détenues dans des prisons et des colonies pénitentiaires du Belarus : Hanna Ablab (photo), Zinaïda Mikhniuk, Volha Brytsikava, Volha Barushka, Hanna Karneyenka, Sviatlana Sakovich, Palina Sharenda-Panasiuk et Halina Smirnova.

Elles ont perdu leur liberté à cause de leurs activités. Comme beaucoup de femmes biélorusses, elles se sont rebellées contre l'injustice et la dictature. En 2020, de nombreuses femmes ont défilé au premier rang après les élections truquées, lors des manifestations contre la fraude électorale, dans la lutte contre le dictateur, dans la lutte pour la liberté. Elles ne réclamaient pas seulement des élections libres, mais aussi la libération des structures autoritaires, la libération d'une masculinité répressive qui fait partie de l'idéologie et de la base du pouvoir de Lukashenko. Leur protestation portait sur l'égalité, le respect et l'autodétermination.

Ils ont été condamnés à des peines de prison allant de deux à onze ans pour leur protestation. Notre solidarité et notre soutien mondial les aident, ainsi que leurs familles, dans cette période difficile, alors que le régime les enferme en prison et ne veut rien de moins que le monde les oublie, eux et leurs noms.

Nous partageons ici les histoires de nos sœurs.

Palina Sharenda-Panasiuk

Palina est une militante publique et syndicale de Brest, qui a été détenue le 3 janvier 2021. Cette mère de deux fils mineurs a été condamnée en vertu de plusieurs articles du Code pénal. Fin février 2022, une procédure pénale a été ouverte à son encontre en vertu de la partie 2 de l'article 411 du Code pénal (désobéissance malveillante à l'administration de la colonie). Le 9 octobre 2023, le tribunal a déclaré Palina coupable en vertu de la partie 2 de l'article 411 du Code pénal et l'a condamnée à une année supplémentaire de colonie en



plus des trois années qu'elle avait obtenues en 2021. Lors de la première audience du tribunal, elle a déclaré avoir été battue dans la colonie pénitentiaire de Zarečanskaya : son visage et ses organes internes ont été gravement endommagés.

La famille de Palina a dû quitter le Belarus et s'est réfugiée en Lituanie ; elle se bat pour que son cas soit connu du public et pour qu'elle soit libérée plus rapidement.

Il existe des preuves que les prisonnières politiques sont périodiquement placées dans un pénitencier - une cellule fermée à basse température où elles sont privées de correspondance, de paquets de la famille ou d'objets personnels, de vêtements chauds et de draps de lit. Bien que les détails exacts ne soient pas toujours connus, et qu'il ne soit parfois pas possible d'en parler publiquement, ces informations parviennent à l'extérieur de la prison. Le statut que Palina a obtenu - "malveillant" - impose des restrictions supplémentaires aux prisonniers, dont la principale est la réduction des "achats en prison" à deux valeurs de base (74 roubles ou 20 euros par mois). Comme le font remarquer les prisonniers, il est très difficile de survivre avec cet argent sans salaire et avec la privation des colis de la famille dans la colonie.

Hanna Karneyenka



Hanna est membre du syndicat libre des travailleurs de la métallurgie et ancienne comptable de l'usine électrotechnique de Minsk, qui porte le nom de Vavilov. Elle a été licenciée à la suite de manifestations sur son lieu de travail en 2020 et son syndicat a intenté un procès à l'entreprise pour licenciement illégal. Hanna avait été condamnée à cinq ans de colonie pénitentiaire pour avoir divulgué des données personnelles d'agents de l'État. Elle a été placée en détention alors que son

nouveau-né avait trois mois. Son mari fait de son mieux pour s'occuper seul de leurs deux enfants. Hanna figure sur la liste des terroristes.

Volha Brytsikava

Volha est la présidente du syndicat indépendant biélorusse des mineurs et des travailleurs de l'industrie chimique [de la raffinerie de pétrole de Naftan](#). En 2022, au début de la guerre en Ukraine, Volha a été arrêtée pour sa position anti-guerre et mise en prison. Pendant son incarcération, elle a été condamnée cinq fois à 15 jours de prison à chaque fois. Après sa libération, Volha a continué à aider ses camarades. Lors de la liquidation de tous les syndicats indépendants, elle a été l'un des rares dirigeants syndicaux à ne pas quitter le pays. En août 2023, le régime l'a arrêtée, ainsi que quelques autres camarades. Aujourd'hui, elle fait l'objet d'une enquête criminelle dans une prison préventive du KGB à Minsk et risque au moins six ans d'emprisonnement. Depuis, il n'y a pas beaucoup d'informations à son sujet. Les arrestations de travailleurs de Naftan se poursuivent et les camarades de Volha les relient à son cas.



Hanna Ablab

Parmi nos camarades, Hanna est celle qui a été condamnée le plus longtemps - sept ans pour haute trahison et diffamation de l'État. Elle travaillait pour les chemins de fer biélorusses et faisait partie

de l'initiative des travailleurs Rabochy Rukh. Hanna a nié sa culpabilité lors de l'audience. Mère de trois enfants, elle a récemment été transférée de la prison préventive à l'une des colonies pénitentiaires pour femmes.

Colonies pénales ou camps de travail forcé

Les lieux où sont détenues les prisonnières politiques sont des colonies pénitentiaires où elles sont censées travailler. Le travail des prisonnières politiques ne peut être qualifié que de travail forcé, sans règles de santé et de sécurité, sans rémunération appropriée (souvent moins d'un euro par mois), le plus souvent dans l'industrie textile. Dans le cas des femmes détenues, le poste de travail est de huit heures dans un atelier de couture fabriquant des uniformes pour l'armée, très probablement pour l'armée russe, ou pour la police biélorusse.

Syndicat en exil

De nombreux syndicalistes ont dû fuir le régime dictatorial et poursuivre leur travail en exil. Ainsi, en exil dans la ville libre de Brême en Allemagne, ils ont fondé une association, appelée Salidarnast (solidarité littéraire en biélorusse), pour soutenir les syndicalistes arrêtés et condamnés par le régime de Loukachenko. Leur slogan est "Le militantisme syndical n'est pas de l'extrémisme". Ils font campagne pour la libération de leurs camarades, diffusent les nouvelles du Belarus, collectent des dons pour un fonds de solidarité destiné à aider les familles et les enfants des camarades biélorussiens, entretiennent des réseaux et commencent à dispenser une formation syndicale.

La liberté n'est pas une chose acquise une fois pour toutes. Nous devons constamment nous battre pour elle. Il en va de même pour la liberté d'association.

C'est un grand défi pour les Biélorussiens et le mouvement mondial des travailleurs d'agir ensemble avec les employeurs et les gouvernements respectifs pour faire pression sur le régime au Belarus. La libération de tous les prisonniers politiques devrait être la condition préalable à tout dialogue avec Loukachenko.